

EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

PROGRAMME RENFORCER L'INTEGRITE EN RDC

PROJET CIVIC ACTION TEAMS

Rapport de la première étude CIVACT dans la ville de Bukavu

CIVIC ACTION TEAM (CivActs)

Boucler la boucle de rétroaction (feed back) sur les questions de corruption liées à la gouvernance participative, le budget participatif, la transparence et la redevabilité fiscale en soutenant l'action civique au niveau communautaire.

INTRODUCTION

La RDC, sort d'une longue période de violence et d'instabilité. Il existe un héritage de corruption enracinée à tous les niveaux de la société qui menace la confiance et la légitimité des institutions sociales et politiques à tous les niveaux ainsi que le développement durable des communautés.

Le programme CivActs vise à résoudre les problèmes de transparence fiscale dans les communautés de manière à rétablir la confiance entre les citoyens et les détenteurs de pouvoir. Il existe des preuves significatives basées sur la recherche que ces approches ascendantes peuvent améliorer les résultats pour les citoyens. Les CivActs sont conçus pour garantir que les personnes en position de pouvoir dans les communautés soient tenues de rendre compte de leurs actions. Pour ce faire, les CivActs utilisent les principes de base de la collecte de données, de sensibilisation, de l'organisation communautaire et de la résolution collective de problèmes pour modifier les perceptions du pouvoir et résoudre les problèmes critiques.

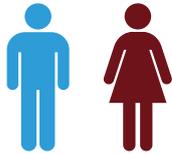
Ce rapport vous informe sur les résultats brut de la première étude des équipes d'actions citoyennes réalisées dans la ville de Bukavu, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Il contient des informations sur la perception, les connaissances des citoyens et l'état de lieu dans trois domaines clés à savoir :

- Gouvernance participative
- Le budget participatif et
- La Transparence et la Rédevabilité fiscale.

Réalisée sur 1004 citoyens dont 46,93% des femmes et 52,68% d'hommes à travers les trois communes de la ville (Bagira, Ibanda et Kadutu) ; ce rapport servira d'une base des discussions, d'engagement et des sensibilisations des membres de la communauté (autorités, OSCs et les citoyens ordinaires) pour encourager la co-crédation des solutions aux problèmes identifiés.

Rétablir la confiance entre la communauté et les détenteurs du pouvoir

PREMIER PARTIE: Renseignement général sur l'étude

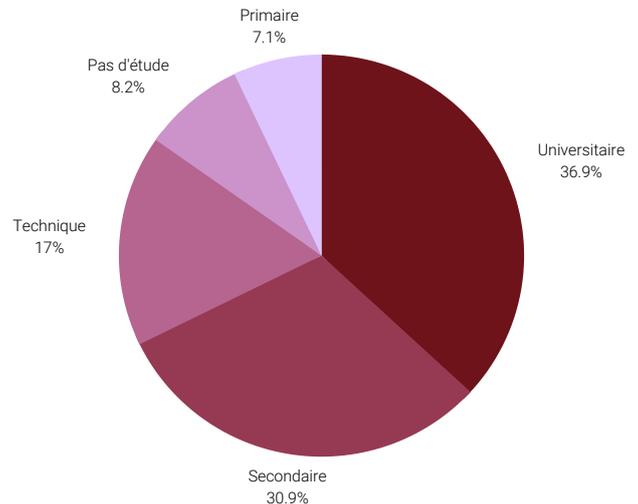


HOMMES FEMMES

46,93 % 52,68%

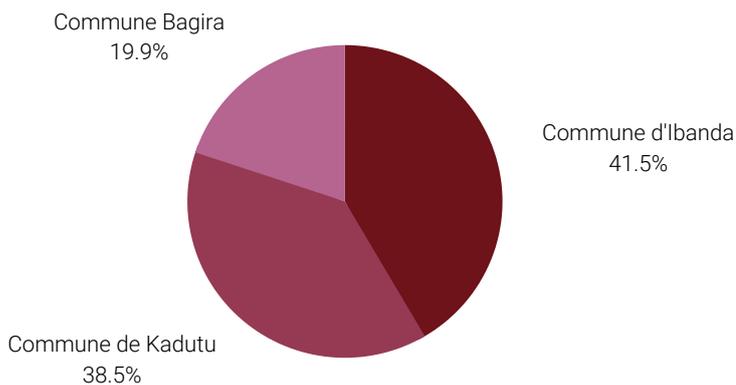
La moyenne d'âge interviewé est de 18-35 ans, soit 52,68% des femmes et 46,93 % des hommes, et 0,30% d'autres sexes.

Niveau d'études



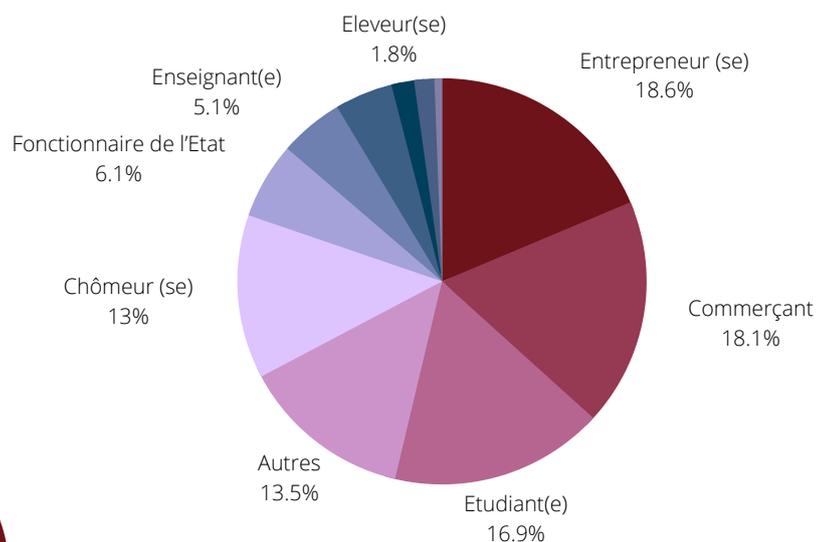
36.9% d'enquêtés ont un niveau d'étude universitaire, 30.9% un niveau d'étude secondaire, 17% du niveau d'étude secondaire, 7.1% du niveau primaire et 8.2% analphabète.

Lieu d'habitation



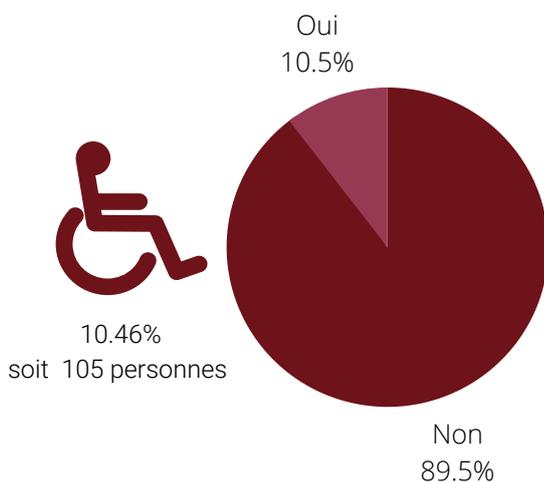
Cette graphique en secteur renseigne que, la majorité d'enquêtés, soit, 41.5% sont de la commune d'Ibanda, 38.5% de la commune de Kadutu et 19.9% de la commune Bagira.

Occupation professionnelle



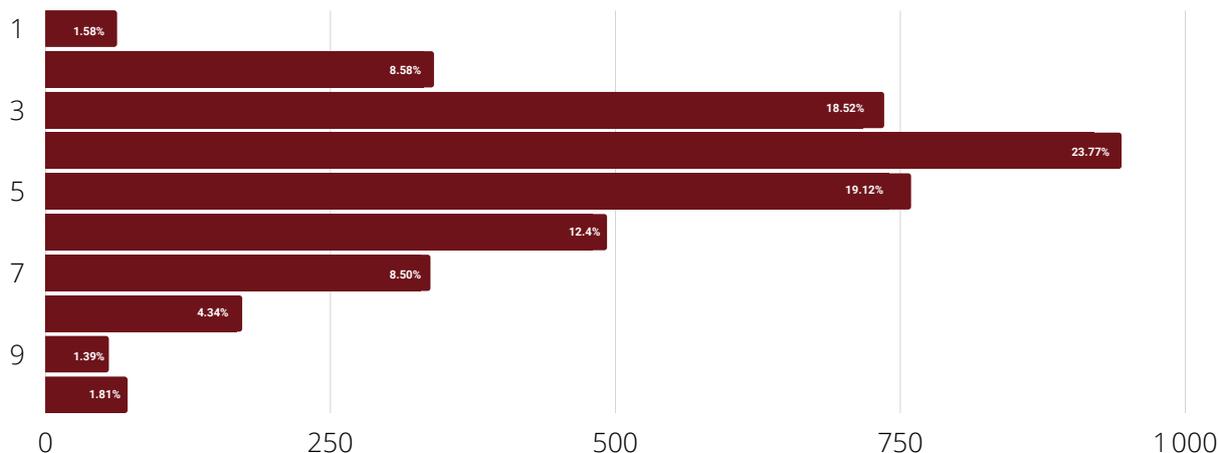
Majorité des enquêtés sont des entrepreneurs, soit, 18.6%, suivis des commerçants, soit 18.1%, 16.9% des étudiants, 13% des chômeurs ; etc.

Situation d'handicap



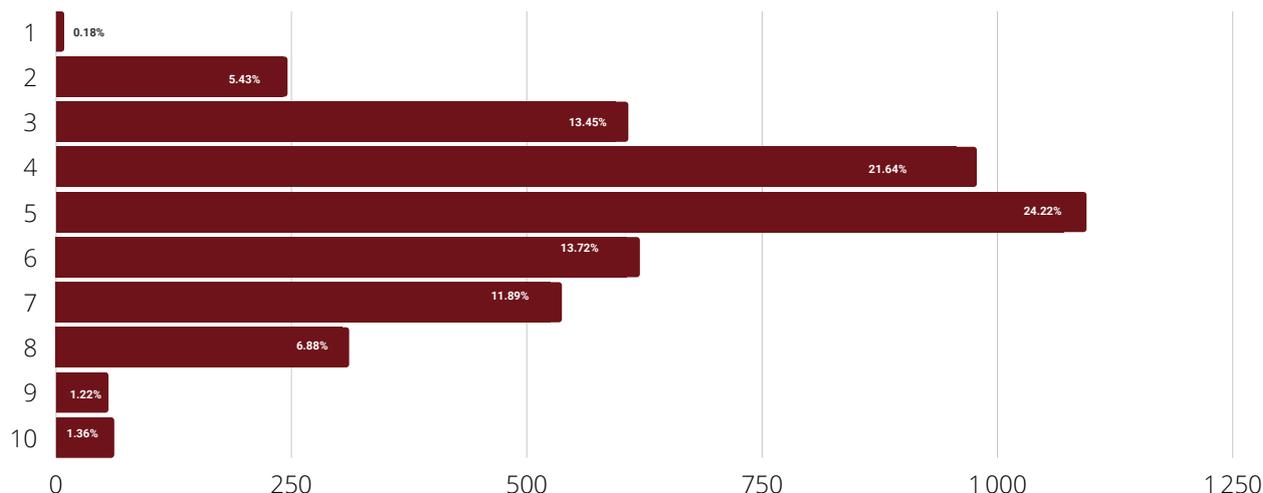
DEUXIÈME PARTIE : De la connaissance et participation citoyenne

Compréhension de la gouvernance locale par la communauté



De ce graphique, il ressort que seulement 30% des enquêtés ont une excellente connaissance de la notion de la gouvernance locale. 30% a une connaissance moyenne et plus de 40% ne connaît rien de la gouvernance locale. De ce fait, la notion de la gouvernance locale est moins connue par la majorité de la population.

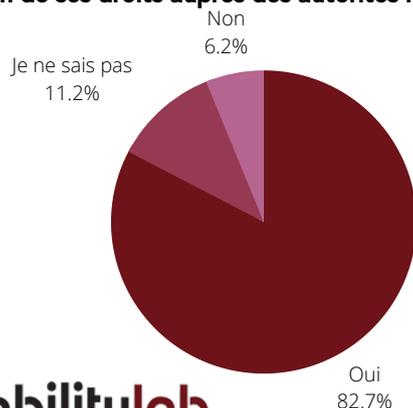
Compréhension de la participation civique par la communauté.



Ce graphique révèle en moyenne que, seulement 44% d'enquêtés ont une connaissance de la notion de la participation civique. La majorité de la population, soit, 56%, n'a pas de connaissance sur la participation civique. Par conséquent, la participation citoyenne est passive et la population ne sait si elle peut être impliquée dans la gestion de la chose publique.

De la responsabilité citoyenne

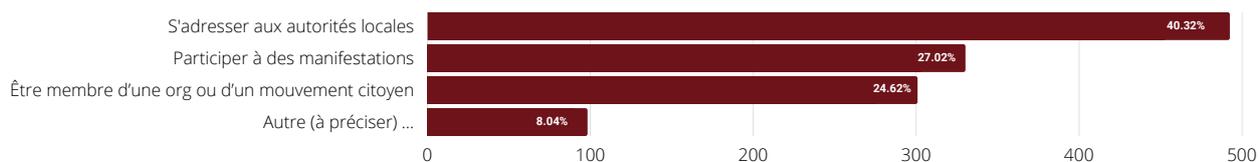
Revendication de ses droits auprès des autorités locales



Il ressort de ce graphique que la majorité des enquêtés soit 82.7% sont d'accord que la revendication de ses droits est une responsabilité citoyenne.

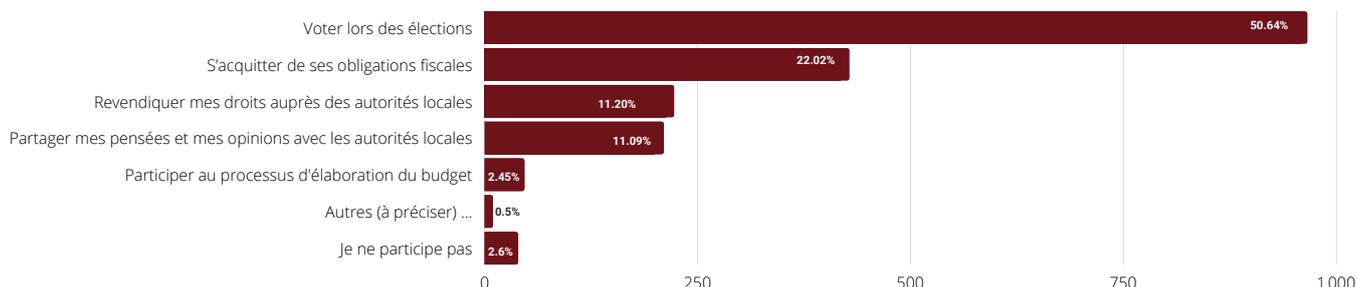
Ceux qui sont d'accord pratique la revendication en : s'adressant aux autorités locales, participant à des manifestations, ou étant membre d'une organisation, d'une association ou d'un mouvement citoyen.

La participation d'un citoyen responsable à la gouvernance locale



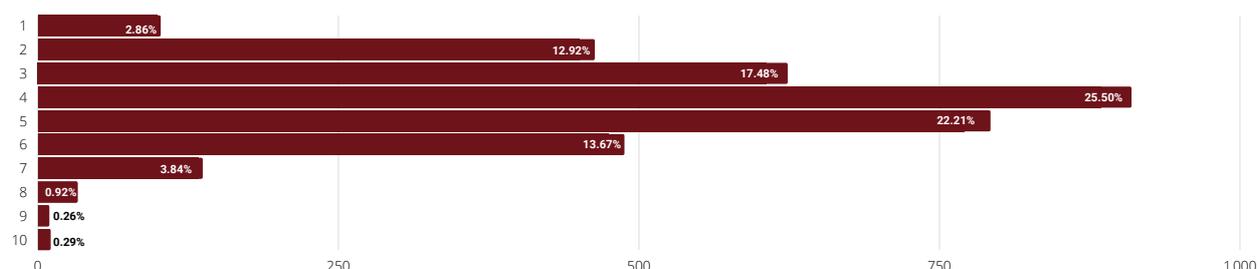
40.32% de la population estime qu'un citoyen responsable participe à la gouvernance locale en s'adressant aux autorités. 27.02% affirme qu'un bon citoyen doit participer aux manifestations pour revendiquer la bonne gouvernance, 24.62% estime que la participation citoyenne se fait en étant membre des organisations, des mouvement citoyens et 8.04% par contre le soutient par les réseaux sociaux ou personnellement.

Comment participez-vous concrètement à la gouvernance locale en qualité de citoyen responsable ?



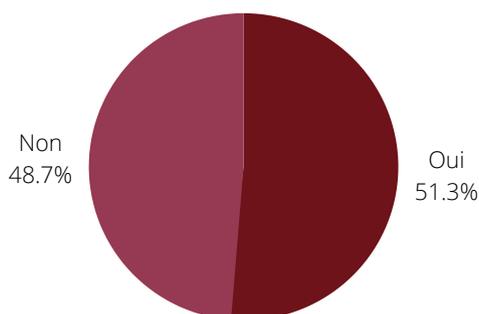
50.67% de la population estime qu'un citoyen responsable participe à la gouvernance locale de son entité par le vote lors des élections. 22.02% affirme participer à la gouvernance de leur entité en s'acquittant des ses obligations fiscales. 11.20% estime que la participation citoyenne s'exprime par la revendication de ses droits; 11.09% participe en partageant leurs opinions avec les autorités; 2.45% participe à l'élaboration du budget; et enfin, 2.06% par contre soutient ne participe pas car rien ne change dans la gouvernance de leurs entités.

De la satisfaction de la gestion de votre entité



La majorité de la population enquêtés, soit, 80% affirme ne pas être satisfaite par la gestion de leur entité, contre 20% qui dit être satisfaite.

Payement des taxes et impôts ?



Payer les impôts et les taxes étant le devoir d'un citoyen, ce graphique démontre que plus de la moitié soit, 51.29% des enquêtés payent leurs impôts et taxes contre 48.71% qui ne les font pas.

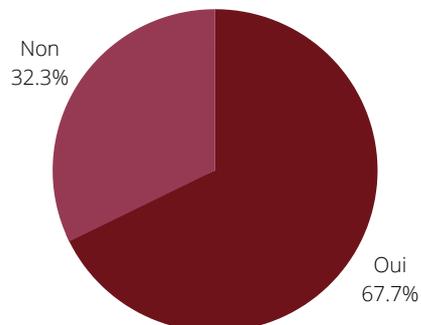
Partant de ce qui précède, il est constaté que la moitié de la population participe activement au budget global de l'État et donc, espère une bonne gestion dans leurs communautés.

Mais par contre, ce qui ne les font pas ne trouvent pas d'utilité dans le paiement du taxe puisque la contre partie est inexistante.

BUDGET PARTICIPATIF

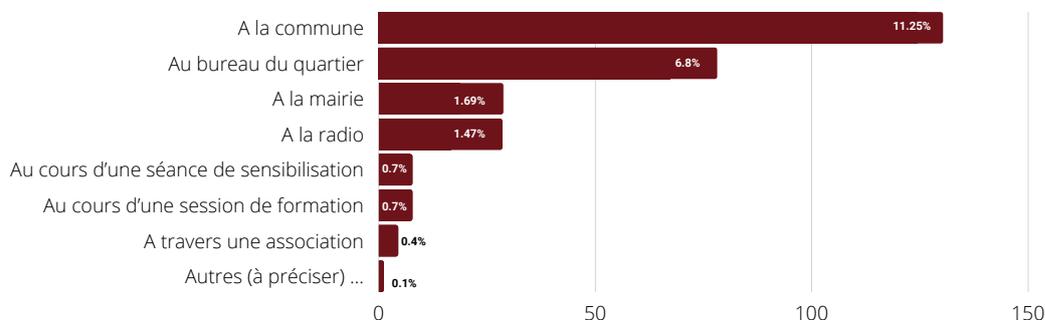
La connaissance sur le budget participatif par la communauté

De la connaissance de l'existence du budget pour la gestion des entités



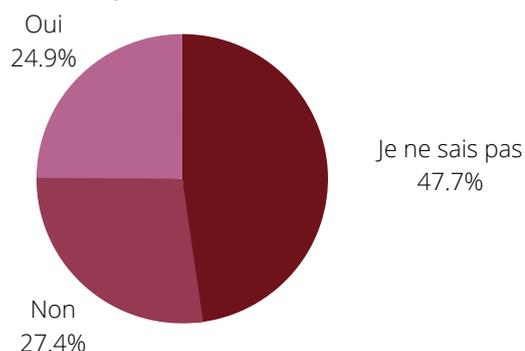
La grande partie des personnes enquêtées soit, 67.73% affirment connaître l'existence d'un budget pour leurs entités. Tandis que 32.27% l'ignorent.

Des moyens par lesquels les citoyens ont accès aux informations budgétaires



La majorité de la population enquêtées reçoivent les informations budgétaires aux bureaux des autorités, à travers les associations sans but lucratives de leurs entités et les médias.

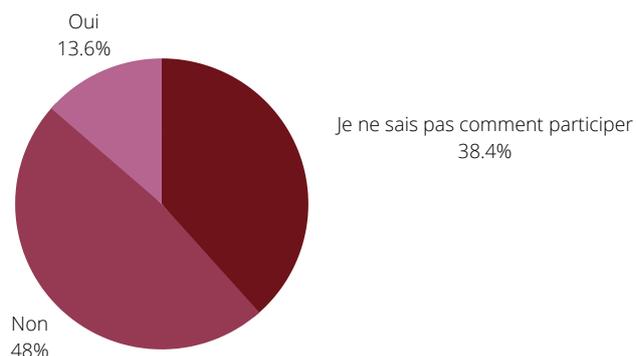
De la consultation pour l'élaboration ou le vote du budget participatif communal ou urbain



La majorité des personnes enquêtées soit, 75.1% affirment ne pas être consulté ou ne savent pas s'il existe une élaboration participative du budget communal ou urbain. Par contre, 24.9% votent et participent à l'élaboration du budget communal ou urbain.

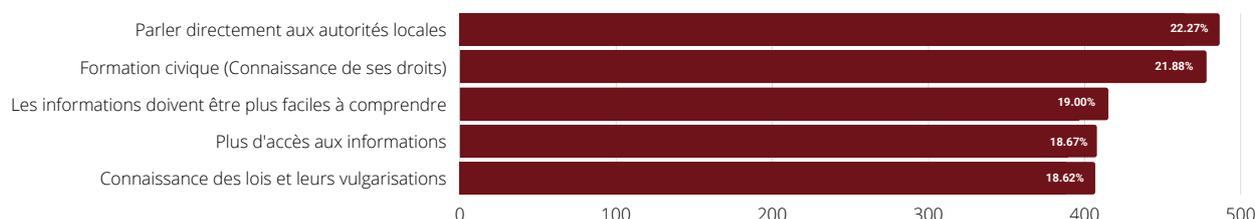
De la consultation lors de l'élaboration ou du vote du budget communale ou urbain

La majorité des personnes enquêtées, soit 48% disent qu'il n'existe pas de consultation pour l'élaboration du budget participatif dans leurs entités. 38,4% ils affirment ne pas savoir comment participer au cas où cela existerait. Et seulement 13.6% ont reconnu participer au vote et à l'élaboration du budget de leurs entités.



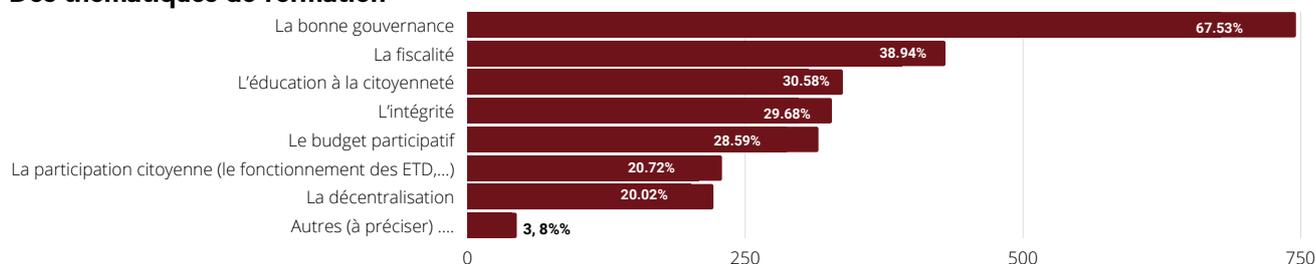
TROISIÈME PARTIE : Communication et formation

Des moyens d'aide aux citoyens à participer à la gestion de la chose publique



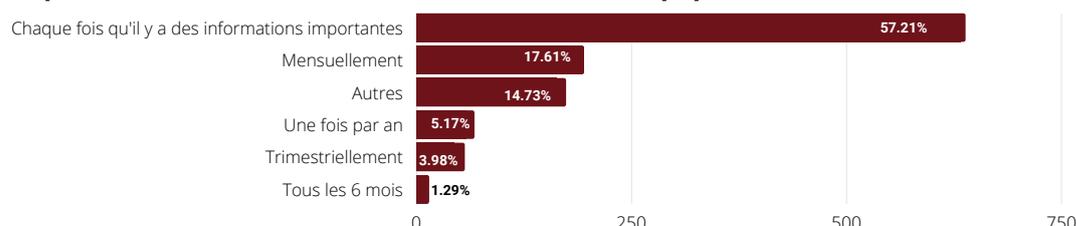
40,4% de la population enquêtée pense que la formation civique (droits et devoirs citoyens, la connaissance et la vulgarisation des lois) 37% des citoyens disent qu'il faut plus d'accès aux informations et ces dernières doivent être plus facile à comprendre et 22% pense que, parler directement aux autorités (à travers l'organisation des tribunes populaires entre autorités et les citoyens par exemple) aiderait plus les citoyens à savoir participer à la gestion de leurs entités.

Des thématiques de formation



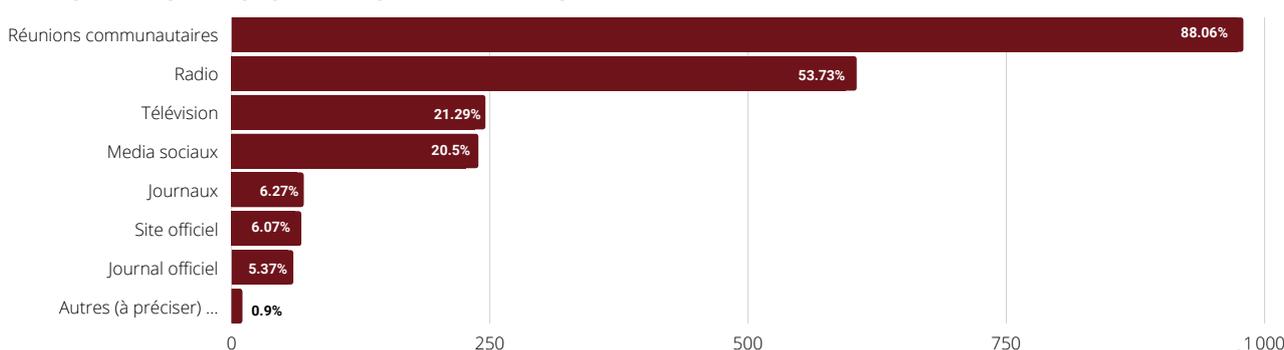
La majorité de la population enquêtée, soit, 67,5% veut être former sur la bonne gouvernance. Comme le renseigne ce graphique, d'autre thèmes restent aussi importants pour leurs formations. Il s'agit de la formation sur les ETDs, la Décentralisation, l'éducation à la citoyenneté responsable, la fiscalité, le budget participatif, etc.

De la fréquence de communication entre les autorités et la population



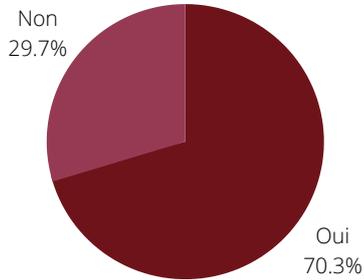
Ce graphique renseigne que la majorité de la population, soit, 57.21% de la population communique avec les autorités lorsqu'il y'a une information importante à communiquer. Seulement 17% de la population reconnaît communiquée mensuellement avec les autorités de leurs entités. Les autres communique rarement avec leurs autorités.

Canal préféré par la population pour communiquer avec les autorités



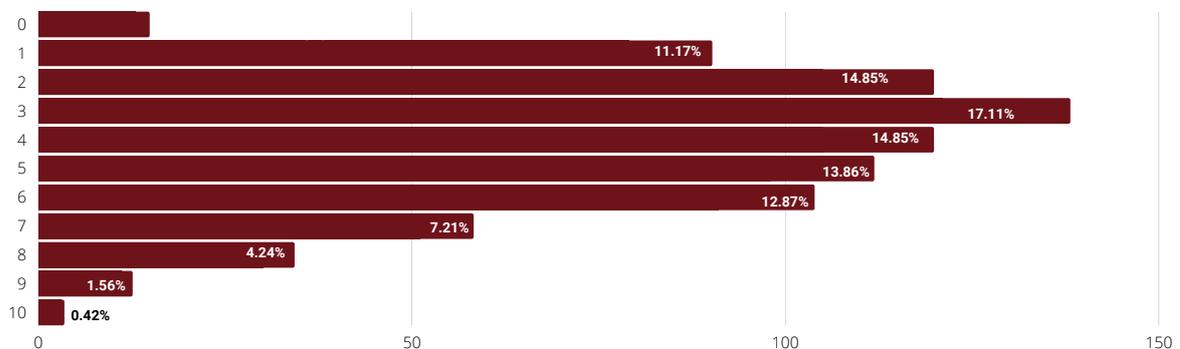
Connaissance de la Direction Provinciale de Mobilisation de Recette par la population "DPMER"

De la connaissance de la DPMER par la population



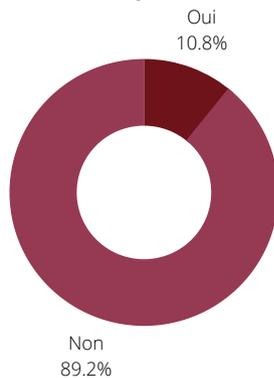
La majorité de la population enquêtées soit 70.3% affirme connaître l'existence de la DPMER, contre 29.7% qui ignorent son existence.

De la connaissance du rôle et/ou sa mission (DPMER)



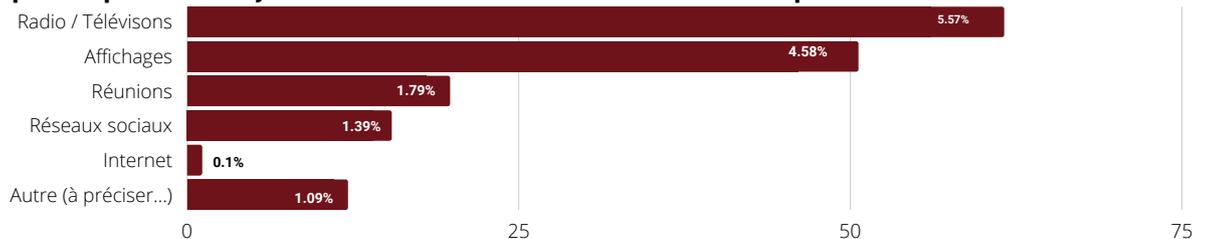
Des enquêtes menées, on démontre qu'une grande majorité soit, 59.83% n'ont pas connaissance du rôle et de la mission de la DPMER. 13.86% sont moyennement informés et une petite partie soit 0.42% des enquêtés affirment avoir une connaissance parfaite du rôle et mission de la DPMER.

De l'accès aux informations et/ou résultat du travail réalisé par la DPMER



La majorité des personnes enquêtées, soit 89.2% affirment ne pas avoir accès au résultat du travail réalisé par la DPMER, par contre 10.8% sont informées du travail réalisé par la DPMER.

Des canaux par lesquels les citoyens ont accès au résultat du travail réalisé par la DPMER



La majorité de la population enquêtés accède aux informations de la DPMER par la radio, la télévision et des affiches. La moyenne demande des réunions avec les agents de la DPMER et le partage d'information sur les réseaux sociaux.

CONCLUSION

Ce rapport nous présente les résultats de la collecte des données d'étude CivAct dans trois communes de la ville de bUkavu : Kadutu, Ibanda et Bagira. Ces résultats vont permettre l'ouverture des espaces des discussions conjointes et d'engagement entre les citoyens (autorités, Organisations de la société civile et des citoyens ordinaires) et la co-crédation des solutions aux problèmes et le relevement des défis ci-dessous identifiés dans la gestion des affaires publiques à travers la ville :

- Les communautés vivent dans l'ignorance des lois et ne comprennent pas les notions de base de la gouvernance locale, la participation citoyenne et/ou les droits et obligations citoyennes ;
- Le manque de participation des citoyens à la gouvernance de leurs entités ;
- L'absence de confiance et l'insatisfaction des citoyens de la gestion de leurs entités ;
- La non participation effective des citoyens à l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation du budget participatif ;
- Le manque d'accès par les citoyens aux l'informations sur la gouvernance de leurs entités ; etc.

RECOMMANDATIONS

Un grand travail doit être réaliser. La majorité des citoyens et des gouvernants au niveau de la base y compris ignorent les notions de la gouvernance locale ouverte et participative. La notion de la redevabilité est à renforcé à tous le niveau, du gouvernant, des institutions comme des citoyens. De cela, il est important de :

- Encourager et soutenir les discussions entre les autorités et les citoyens à travers les groupes conjoints de travail pour garantir la collaboration, le rétablissement de la confiance entre eux et construction l'intégrité et la redevabilité ;
- Former les autorités et les citoyens sur l'intégrité citoyenne et/ou communautaire, les droits et devoirs citoyens, la gouvernance, le budget participatif, etc. ;
- Vulgariser les lois, les édits et d'autres informations utiles à la gestion des entités territoriales décentralisées ;
- Encourager et soutenir une communication efficace entre les autorités et les citoyens ;
- Soutenir les efforts pour l'accès à l'information ; etc.